



**Human Rights Council, 16th session
Interactive Dialogue**

**Intervention by Mr. Olivier De Schutter
Special Rapporteur on the right to food**

**8 March 2011
Palais des Nations, Geneva**



Excellences,

Je présente ce rapport à un moment où les prix alimentaires mondiaux ont augmenté pendant huit mois consécutifs. Les prix à l'exportation des principales céréales ont crû d'au moins 70 pour cent depuis février 2010. L'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990. Cette hausse affecte particulièrement les pays les moins avancés, qui importent 20% de ce qu'ils consomment, et dont la facture alimentaire a augmenté considérablement au cours des dernières années.

Or cette crise n'est pas le résultat de quelques accidents isolés. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle -- une ère de turbulences. Les chocs météorologiques vont se multiplier, en lien avec le changement climatique. Mes missions en Syrie et en Chine, confrontées l'une et l'autre à des sécheresses sans précédent, à un épuisement des réserves en eau et à une dégradation des sols, m'ont permis de mesurer l'ampleur du défi qui nous est lancé.

A l'échelle mondiale, quel est ce défi? Il est de relancer l'agriculture afin que celle-ci réponde à des besoins qui ne cessent de croître, et d'investir surtout dans les pays en développement où l'agriculture a été longtemps oubliée, afin de permettre à ces pays de se nourrir eux-mêmes. Mais produire plus ne suffira pas. La crise que nous affrontons n'est pas seulement une crise de l'offre. C'est aussi une crise de la pauvreté : il faut augmenter les revenus dans les zones rurales, où résident 75 % des personnes les plus pauvres, afin qu'elles puissent se nourrir dignement. C'est une crise de la nutrition : trop souvent, les pauvres, même lorsqu'ils disposent d'un nombre de calories suffisant, ont des régimes alimentaires trop peu diversifiés, et souffrent d'un déficit de micronutriments essentiels. Et c'est enfin une crise écologique : des méthodes de production non durables accélèrent le changement climatique et la dégradation des sols, et épuisent les réserves d'eau douce, menaçant à terme notre capacité à nourrir la planète.

Ces crises peuvent être surmontées. Mais il faut pour cela opérer une réorientation massive de nos investissements dans l'agriculture.

Au cours du siècle dernier, l'approche dominante a consisté à réduire la modernisation de l'agriculture à plus d'intrants externes, engrais et pesticides de synthèse, à plus de mécanisation, et à plus d'irrigation. L'agriculture mimait dans le champ les processus de l'industrie. Elle est devenue une agriculture pétrolière, et un des principaux facteurs d'accélération du changement climatique.

Mais nous sommes entrés dans un siècle nouveau. Nous avons compris que la planète reposait sur des ressources finies, et qu'une agriculture plus intelligente pouvait se substituer à l'ancienne -- avec moins de pétrole et de gaz, mais avec plus de connaissances, acceptant la complexité de la nature plutôt que cherchant à la simplifier et à la réduire. Au sein de la communauté scientifique, parmi les agences internationales qui travaillent sur l'agriculture et l'alimentation, un constat s'impose : il faut changer de cap. Les recettes anciennes ne valent plus aujourd'hui. Les politiques de soutien à

l'agriculture visaient à orienter celle-ci vers l'agriculture industrielle. Il faut à présent qu'elles s'orientent vers l'agro-écologie, partout où cela est possible.

L'agro-écologie consiste pour l'agriculteur à chercher à imiter la nature dans son champ. Elle mise sur les complémentarités entre différentes plantes, et entre cultures, arbres et animaux. Elle parie sur la capacité d'intégration des écosystèmes. Elle récompense l'intelligence et l'inventivité, là où l'agriculture industrielle prétend décomposer la nature en ses éléments et simplifier, quitte à la rendre monotone, la tâche de l'agriculteur. L'agro-écologie conçoit l'agriculture non pas comme un processus qui transforme des intrants (engrais et pesticides) en productions agricoles, mais plutôt comme un cycle, où le déchet qui est produit sert d'intrant, où les animaux et les légumineuses servent à fertiliser les sols, et où même les mauvaises herbes remplissent des fonctions utiles.

Du point de vue du droit à l'alimentation, l'agroécologie présente quatre atouts majeurs.

Premièrement, l'agroécologie peut être hautement productive à l'hectare. En 2006, une étude de 286 projets d'agriculture durable dans 57 pays pauvres, couvrant 37 millions d'hectares -- une surface équivalent à 3 % des terres cultivées dans les pays en développement -- démontrait une augmentation de la productivité de 79 % en moyenne. Dans l'étude remise le mois dernier au gouvernement britannique (la Foresight Global Food and Farming Futures project), 40 projets d'agriculture durable dans 20 pays africains ont été examinés, bénéficiant au total à 10 millions de personnes, et portant sur près de 13 millions d'hectares : les rendements des cultures avaient plus que doublé.

Mais, **deuxièmement**, au-delà de sa capacité à augmenter les rendements de manière spectaculaire dans certaines régions, l'agro-écologie est une réponse au défi de la pauvreté rurale. Pour les ménages vivant de l'agriculture, elle signifie qu'il est possible de produire à moindre coût, sans risque de tomber dans des spirales d'endettement. En Afrique de l'Est, au lieu de recourir aux pesticides, plus de 25.000 agriculteurs recourent déjà en 2009 à la stratégie «répulsion attraction», qui consiste à planter du Desmodium dans le champ de maïs afin d'en éloigner les insectes, tout en attirant ces insectes sur des carrés de napier aux abords des champs. Cette simple technique peut doubler le rendement du maïs tout en améliorant le sol, et le Desmodium peut en outre servir de fourrage. Dans l'agroforesterie, les arbres fertilisent les sols, permettant de diminuer le recours aux engrais azotés ; la présence d'arbres permet également une meilleure rétention de l'eau de pluie dans les sols, et elle réduit l'érosion. Un programme d'agroforesterie bénéficie au Malawi à 1,3 millions de personnes au total, et les rendements de maïs sont passés de 1 à 2 ou 3 tonnes à l'hectare sans utilisation d'engrais chimiques. Des programmes semblables ont vu le jour au Mozambique, en Tanzanie ou en Zambie.

Avec ces techniques simples, les agriculteurs sont moins dépendants des fournisseurs locaux d'intrants, ou des prêteurs qui, trop souvent, imposent des taux usuriers aux agriculteurs qui n'ont pas accès à d'autres formes de crédit. Les agriculteurs sont plus à l'abri des chocs économiques qui peuvent résulter des brutales hausses de prix des intrants externes. Lorsque les biopesticides ou les engrais organiques sont produits localement, le coût de la production chute, et des emplois sont

créées dans les zones rurales. Ceci a un effet multiplicateur sur l'économie locale, et peut constituer un levier pour le développement rural.

Les bénéfices de l'agro-écologie pour l'agriculteur individuel se retrouvent au niveau du pays dans son ensemble. Les pays qui encouragent ces pratiques ne devront plus importer autant d'intrants externes, à des prix très élevés et qui le resteront à l'avenir puisqu'ils sont liés au prix des énergies fossiles : cela représente un avantage appréciable pour leur balance des paiements. Et la capacité de ces pays à soutenir l'agriculture sera renforcée, puisque ce soutien ne devra plus reposer autant, comme aujourd'hui, sur la subsidiation coûteuse à l'achat d'intrants.

L'agroécologie est donc hautement productive, et elle est particulièrement avantageuse pour les agriculteurs les plus pauvres. Mais, **troisièmement**, elle est aussi la meilleure réponse possible au changement climatique. Si l'on y inclut l'impact de la déforestation, l'agriculture aujourd'hui est responsable de 33 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Près de la moitié de ces émissions – 14 % des émissions totales de gaz à effet de serre -- résultent de pratiques agricoles non durables, et notamment du recours à des engrais de synthèse, source d'oxyde d'azote, un des gaz à effet de serre les plus puissants. En soixante ans, l'efficacité énergétique de l'agriculture industrielle a été divisée par vingt dans les pays riches. En outre, le développement des monocultures a accru la vulnérabilité de la production agricole aux chocs climatiques et, plus généralement, aux attaques de la nature. Face au changement climatique qu'elle a contribué à accélérer, l'agriculture industrielle se retrouve sans défenses naturelles.

Par contraste, l'agro-écologie est une source de résilience. Les sols labourés moins profondément, ou sur lesquelles le semis direct est pratiqué, retiennent mieux l'humidité, et réduisent l'érosion. La diversité dans le champ limite le risque de perte des récoltes suite à des événements climatiques ou à des attaques de la nature. Et, avec l'agro-écologie, l'agriculture peut devenir un puits de carbone -- un atout dans la lutte contre le changement climatique, alors qu'elle en constitue aujourd'hui une des causes principales ; et un atout également pour les petits agriculteurs, parmi lesquels figurent beaucoup de victimes d'atteintes au droit à l'alimentation, car une plus grande résilience écologique signifie pour eux une moindre vulnérabilité.

Quatrièmement, l'agroécologie, pour les communautés locales qu'elle fournit en aliments, présente des avantages nutritionnels réels. La diversité dans les champs se retrouve dans les assiettes. Au lieu que, comme dans les révolutions vertes du passé, tous les efforts soient investis dans les céréales de base -- le riz, le blé et le maïs --, des agricultures plus diversifiées permettent à la population locale d'avoir accès à des micronutriments essentiels plus nombreux, contribuant à de meilleurs équilibres alimentaires.

Excellences,

L'agroécologie n'émergera pas spontanément simplement parce qu'elle présente ces nombreux avantages. Car elle se heurte à des préjugés tenaces, hérités d'une conception de l'agriculture qui voit son avenir dans une industrialisation toujours plus poussée -- vision qui est dépassée mais qui continue de dominer les esprits. Elle bouleverse les intérêts établis, comme ceux de l'industrie chimique qui fournit les intrants et des firmes qui les importent. Elle n'a pas retenu suffisamment l'attention du monde de la recherche, car l'on n'obtient pas systématiquement de brevets sur de bonnes pratiques agricoles. Elle prépare, certes, le long terme. Mais ceci, qui devrait être un atout, peut constituer un handicap dans un monde où les marchés et, souvent, le politique, sont focalisés sur les résultats de court terme.

Les gouvernements ont donc une responsabilité : celle de prendre les mesures qui peuvent préparer la transition vers une agriculture qui soit abordable pour les agriculteurs pauvres et qui soit à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui. Cela signifie d'abord réorienter le soutien aux agriculteurs, en passant de l'accent mis sur la fourniture d'intrants -- engrais et pesticides --, à la fourniture des biens publics permettant aux agriculteurs de produire à de meilleures conditions : une étude portant sur 15 pays d'Amérique latine sur la période 1985-2001 a montré que la réallocation des budgets de l'agriculture dans des biens publics tels que la recherche agronomique, les services de vulgarisation, les moyens de stockage ou de communication, avaient un impact au moins deux fois plus élevé sur les revenus des agriculteurs que si les budgets eux-mêmes avaient augmenté dans les mêmes proportions. Investir dans les biens publics en agriculture signifie également investir dans le transfert de connaissances, notamment en favorisant la transmission horizontale des savoirs, comme dans le mouvement Campesino-a-Campesino en Amérique centrale et à Cuba, ou par le développement de « écoles dans les champs pour les paysans » (farmer field schools) : en Indonésie, au Viet Nam et au Bangladesh l'emploi d'insecticides a diminué de 35 % à 92 % dans la culture du riz grâce à l'échange de bonnes pratiques agricoles entre agriculteurs liés à cette innovation sociale. Ces investissements doivent se faire en tenant compte des besoins spécifiques des femmes : car si elles sont ignorées, les femmes risquent de ne pas pouvoir en bénéficier, en raison des nombreux obstacles qu'elles rencontrent.

En préparation de ce rapport, j'ai consulté un grand nombre d'experts, à la fois du monde académique et des grandes institutions -- telles que la FAO, le FIDA ou la CNUCED -- qui travaillent dans ces domaines. J'ai réuni un séminaire international. J'ai consulté les études publiées, au cours des cinq dernières années, sur les impacts des différents modèles d'agriculture. Et j'ai été frappé de voir que de très nombreuses expériences recourant à l'agroécologie avaient donné des résultats remarquables, y compris à large échelle. Ces expériences attestent du potentiel de cette voie de développement. Mais elles ne suffisent pas. Elles doivent être étendues plus largement, et bénéficier à un plus grand nombre de petits agriculteurs, et notamment de femmes.

J'invite donc tous les Etats qui sont attachés à la réalisation du droit à l'alimentation à explorer comment mieux tirer profit du potentiel de l'agroécologie pour faire reculer la faim et la pauvreté, en particulier là où elle peut avoir les impacts les plus importants -- dans les zones défavorisées et au bénéfice des agriculteurs les plus pauvres --. J'invite ces Etats à adopter des stratégies étalées sur plusieurs années, afin de transformer en programme d'action gouvernementale cette vision d'une agriculture nourricière et productive, créatrice de prospérité dans les campagnes et dans les villes, moins dépendante du pétrole, plus résistante aux extrêmes climatiques. Et j'invite les donateurs publics et privés à soutenir massivement les efforts de leurs pays partenaires qui souhaitent explorer cette voie.
